

Journal de Roubaix

MERCREDI 1" JUIN 1904.

TARIF D'ABONNEMENTS

Boubuix-Toursong, is Nord at its Départements 5 france 5 france inclination phes 1 Departements at l'Etranger le port en out. 13 Agence particulière à Paris, 26, rue Feydens

Centimes

BUREAUX ET REDACTION : ROUBAIX: 71, Grande-Rue & TOURCOING: 5, rue Carnot ÉDITION DU MATIN

Centimes

ABONNEMENTS & ANNONCES

Aux burcoux du journal, Grande-Rue, 7g

Aux burcous du journal, rue Gernel, 2;

Aux burcous du journal, rue Gernel, 2;

Livellen Dant les agreces de publicité.

Les Bibliochagues des guares et dans les principaus Biognides

HUIT PAGES: 5 centimes

LA CRISE DU COTON

Le monde industrial attend partout avec enxiété la prochaine récolte en coton, et jusqu'à présent les nouvelles reçues à ce sujet semblant ne pas devoir être trop pessimistes. Pourtant, celle de 1903 a été fort belle, — il semble qu'elle ne doive pas mettra fin à la crise cotonnière qui a éclaté l'an dernier. C'est que, loin d'être une crise passagère, pouvant espérer trouver sa solution dans le crédit — comme le fut la crise lainière de 1900, et d'ailleurs ce n'est pas ici une question de crédit, — elle est, au contraire le ré-sultat d'un malaise latent et d'une sorte de sur-consommation, crise autant agricole qu'indus-trielle et, conséquemment, durable autant par

tricile et, consequemment, durable autant par ses causes que par ses conséquences.

Le Congrès des Cotons qui vient de se tenir à Zurich, et dont l'uns des séances a été présidée par M. Georges Motte, président de la Chambre de Commerce de Roubaix, en a, d'ailleurs, nettement précisé la portée: l'industrie a devancé sensiblement l'agriculture; — en d'autres es, la production ne suffit plus à la consom

Il est hors de doute, en effet, que l'industri Il est nors de doute, en inter, que l'industrie cotonnière a progressé ces ileminers tomps d'une façon prodigicuse, car le coton, le moins coûteux des tissus, est, par excellence, l'habillement des gens pauvres et des coloniaux. C'est donc uno industrie de première nécessité destinée à s'accroître méthodiquement, en raison mêmo de l'amélioration du bren-être des classes laborieuses. Mais les conres de la matière première not pro-Mais les cours de la matière première ont pro gressé soudain sous la noussée vertigineus de la gréculation américame aidée, en cela, par l'un-gence des besoins de la consommation. La haus-se fut irrésistible et il no fut plus possible de maintenir le courant. Voilà pourquoi nous voyons aniourd'hui tant de variations aussi imprévues qu'inexplicables, principalement à la Bourse de New-York.

Nos industriels, clairvoyants, ont pu heurou-

sement se couvrir partiellement à des prix avantageux, mais, aux prix actuels, ils ne pouvent plus produire qu'à perte. En outre, il est à craindre que l'on arrive bientôt à l'épuisement des étocks, et cela avant le fin de la crise actuelle. Ce jour-là, la nécessité s'imposera de reluver les cuire pour ne pas travaille; à perte, et, conles cours pour ne pas travailler à perte, et, con ence inévitable, cetto mosuro aboutien à un ent industriel, et môme, comme le fait ratentivement industriel, et mome, commune la taite a est produit récemment en Angletarre. À la fer- ameture de plusieurs usines. C'est en prévision de ce moment critique que des tentatives ont été faites à plusieurs reprises pour relever les cours, potit à petit. On a cherché à réduire la produc-tion des tissus, et la ramemer insensiblement au niveau de la production de la matière première. Déjà, bon nombre d'usines chôment un jour sur D'autre part, la loi Millerand, réduisant à dix heures la journée de travail, si elle est d'un effet funeste pour la plupart des industries, ett du moins le mérite de répondre aux préoccupa-tions des industriels désireux de réduire leur pro-

Malgré tout, la situation n'est pas sans causer quelque appréhension aux intéressés, et coux-ci commencent à envisager l'avenir avec inquiétu-

Mais comme nous le disions, en commencant la solution definitive de la crise actuelle, pas dans le crédit, mais bel et bien dans le reloppement de la production. D'après les chif-ires empruntés au Monsteur officiel du Commerce, il y avait. l'an dernier, dans le monde entier, environ 120 millions de broches en activité et 2,200,000 métiers, armement gigantesque par rapport à la quantité de mastière première livrée

Le remède est donc tout indiqué : il faut ain Le remède est donc tout indiqué : il faut, ain-si que l'a voté le Congrès de Zurich, faire remar-quer « aux populations et associations cotonniè-res, la nécessité d'augmenter la production du toton pour favoriser le développement de l'in-duetrie ».

dustrie. »
Le cotonnier est un arbuste très exigeant, ré clamant un personnel exercé et doué de quali-tés spéciales de résistance et d'endurance pour une culture très pénible sous un climat maréca geux et tropical. Il lui faut en outre des terres spéciales fécondes et humides doublées d'un so leil ardent. Or, tous les territoires propres à sa culture sont maintenant occupés vec parcimonie. Des essais ont été tentés un neu avec parcimone. Des essais ont etc tentes un peu partout, sans grands résultats d'ailleurs, notam-ment au Mexique, en Indo-Chine et en Perse. Seule l'Afrique centrale, le Congo et le Soudan laissent entrevoir un succès à peu près certain Peut-être est-ce là la réalisation tant espérée des ra de nos colonisateurs africains!

ées car la culture ton est devenue l'une des productivités actuel les les plus florissantes. Les cours ont plus que doublé depuis deux ans, et ils ne doivent pas, somble-t-il, retomber d'ici longtemps au taux normal. On a évalué que la récolte de 1903 avait norma. On a evalue que la recone de 1905 avait 1.assé aux producteurs un supplément de 1.600 millions de bénéfices sur l'année précédente. Voi-là de quoi faire réfléchir les moins entreprenants. Un peu d'initiative, s. v. p. Du reste, il n'est pas douteux que les indus-

triels, dans leur intérêt même, ne négligeront pas de s'associer activement aux efforts tentés pour dôturer une crise qui pourrait devenir désastreu

Edouard CLIQUET.

CHOSES ET AUTRES

nn grand magasin de nouveautés: i est ce qui organise cette fameuse fête du So-

Quelques chefs de rayon... évidemment! Dans la campagne, trois Parisiennes rencontrent un

petit garçon:
Et nos trois jeunes femmes imbues des souvenirs clas siques donnent au petit garçon une pomme, cependan que l'une d'elles lui dit; Les élections de Florensac

ain sens pratique:
— Qui vondras-tu épouser? lui demandait son oncle.
Et Lili, spontanément:
— Un marchand de joujoux!...

FAUTE IMPARDONNABLE

Paris, lundi, 30 mai 1904.

Que le gouvernement ait pu permettre à un journal politique de se servir de l'armée pour les besoins de aa publicité, voilà qui prouve, mieux que ne le isuraient faire les plus savantes considérations sur notre temps, combien nous avons perdu la saine notion des choses. Il faut que l'anarchie règne en maîtresse dans les esprits pour que le Ministre de la guerre n'ait pas cu le sentiment qu'associer l'armée à une entreprise commerciale, constituait un intolérable scandale!

mée à une entreprise commerciale, constituait un intolérable scandale!

En présence des suites douloureuses qu'a eues cette marche militaire « modern style », — un caporal décédé, 77 hommes à l'hôpital. — et aussi devant le tolle général qu'a soulevé le spectucle de cette répugnante colue de soldats et d'officiers transformés en hommes sandwichs, M. André a regretté de l'avoir autorisée!

Regret tardif, mea culpa superflu! Cest avant de souscrire à cette macarade qu'il fallait sentir combien il était indécent de faire faire paroille chose à l'armée. C'est avant, qu'il fallait avoir conscience de l'indignité du rôle qu'on réservait à nos soldats et à leurs officiers; avant, qu'il fallait prévoir les dangers d'une marche forcée aux heures les plus chaudes de la journée.

Car, s'il s'était agi d'une marche d'entraînement, d'une véritable épreuve sportive, on l'où organisée autrement. Ce n'est pas à huit heures, alors que le soleil est déjà haut à l'horizon, qu'aurait été donné le signal du départ, mais bien quatre heures plus tôt, à la fraicheur du matin!

Mais alors, il n'y aurait pas eu de badauds pour assister à l'épreuve, et la réclame n'aurait pas porté!

Voilà où est le scandale. Organisée en dehors de

Noilà où est le seandale. Organisée en dehors de Voilà où est le seandale. Organisée en dehors de toutes les règles, l'épreuve ne pouvait avoir, au point de vue militaire, aucun résultat utile ; elle levait avoir, au contraire, et elle a eu, au point de tue de la santé des homnes, les plus graves consé-quences. Voilà ce qui rend la faute du général An-le: :maschanshla

ré impardonnable. Pour s'excuser, le Ministre de la guerre a essayé Pour s'excuser, le Ministre de la guerre a essayô d'établir quelque analogie entre la marche d'hier et les concours hippiques. Il n'y a aucune assimilation entre la course réclame du Matin et les épreuves d'entralnement et de dressage auxquelles prennent part nos officiers de cavalerie. En tout cas, quand ces messieurs montent en oourse, ils n'ont pas au bras une réclame pour le maquignon, qui leur a vendu leur cheval, tandis qu'hier on a pu voir des officiers supérieurs, des généraux même, avec le brassard du Matin I...

Un pareil scandale n'aurait pas pu demourer sans sanction. La Louierne elle-même soulnitait qu'il so

Drassard du Matin !...

Un pareil scandalo n'aurait pas pu demourer sans
sanction. La Lanterne elle-même souhaitait qu'il se
sanction. La Lanterne elle-même souhaitait qu'il se
comptes au gouvernement responsable de la mort lamentable d'un malheureux que sa famille n'avait
pas envoyé à la casene pour servir à un battage
soi-disant patriotique, mais surtout commercial.

Un'est an effet secontari un diouté sur discus-

sol-disant patriotique, mais surtout commercial. Il s'est en effet rencontré un député pour dénoncer et flétrir la faute du Ministro de la guerre, mais ce député n'est pas des amis de la Lanterne. Il siège au centre. Les amis de la Lanterne, eux, ont pensé que le vote de l'ordre du jour pur et simple était pour le scandale d'hier une suffisante sanction... Doux pays!

INFORMATIONS

La répression de la fraude Al repression de la madus iris, 30 mai. — On vient de distribuer à la Chambr projet de loi du gouvernement sur la répression des des en matière de douancs et de sels. L'article uni

» Lorsque les marchandises de fraude n'auront pu être salaite, le tribunal prononcera, pour tenir heu de la fiscation, la condamnation au paiement d'une si sigale à la valeur de la dite marchadise, d'après le du marché intérieur à l'époque où la fraude a été

se. Les dispositions de l'article 638 du Code d'instru n criminelle sont applicables à l'action tru ministè blic et à celles de l'administration des dougnes.»

Le bureau du conseil municipal de Paris

La campagne contre les bureaux de placemen Paris, 30 mai. — Les syndicats de l'alimentation enu ce matin à la Bourse du travail, un grand me siquel assistaient 4,000 ouvriers. Ils ont décidé de seler à M. Combes ses engagements de supprime

Officier arrêté

Démission du lieutenant-colonel Rostand

Paris, 30 mai. — Le Gaulois annonce que le lieutenant-cionel Rostand, commandant le 24 bataillon de chas-eurs alpins, vient d'adresser sa démission au ministre de a guerre. yu'un qui lui demandait pourquoi il abandonnait

de la Légion d'honneur.

Si, ajoute le Gaulois, le général André n'avait v voir que les notes militaires, le lieutenant-colonel.

L'enlèvement des crucifix

30 mai. — C'est demain mardi que le Sénat dis interpellation de MiM. Halgan et de Lamarzellèvement des emblèmes religieux des prétoires.

Une religieuse morte dans la rue à Paris Paris, 30 mai. — Une sœur de Saint-Vincent de Paris qui passait, ce matin, devant le n° 30 du boulevard Montparnasse, e'est aubitement affasseet. Les passaits ae sont empressés autour d'elle et, aides par un agent, l'ont conduit au commissariat de police de la rue Biomet. Mais elle est morte en y arrivant. Le corpe a été transporté à l'hôpital Necker.

Florenesc. 30 mai. - Le parquet se livre à une en-

nête sur les troubles qui ont eu lieu hier; il a entendu

de nombreux témoine.

L'Internationale a été chantée pendant la suit. Des correspondants de journaux ont été malments. L'urne a été expésiée ce main à la Perfecture de Montpellier, sous la garde de deux gendarmes.

Greve & Cherbourg

Cherbourg, 30 mai. — Les ouvriers déchargeurs des quais viennent de se mettre en grêve. Ils réclament une augmentation de salaire, demandant 5 frâncs au lieu de 4. Les grévistes se rendent à la Mairie.

Les grèves de Brest

Brest, 30 mai. — Le vapeur belge, Amélie, en ce moment à Brest, n'a nu, à caure de la grève des dockers, décharger ses marchandises. Il a du se rendre dans une baie voisine et transborder sur un attre navire.

Suicide d'un percepteur

Moulins, 30 mai. — Le cadavre dè M. Alexia Rousseau, percepteur à Saint-Gervais (Pay-de-Dôme), à été
retiré de l'Allier, à Saint-Germain-des-Fossés.
Ce fonctionnaire avait pris la fiute la semaine dermière. Il était sous le coup d'un manéat d'arrêt du parquet de Rous, pour détournements des deniers publics.
M. Rousseau était originaire de Lachaise-le-Vicomte,
(Vendés).

Monaco, 30 mai. — M. Gaston Moch, chef de cabinet du prince de Monaco, dément la nouvelle suivant la quelle il serait l'auteur de la divulgation de la note du Valican

Mort du grand duc de Mecklembourg-Strelits Berlin, 30 mai. — Une dépêche de Neu-Strelitz an nonce la mort du grand-duc de Mecklembourg-Strelitz.

ON VA ÉPURER LA PRESSE MINISTÉRIELLE!

Paris, 30 mai. — L'agence la Tresse Associée pu-

blie la curieuse nota que voici :

Le départ de M. Henry Maret du Restical n'est que le premier acte d'un mouvement particulier tout nouveau qui sera étendu.

Le ministère de l'Intérieur est absolument décidé à ne pas continuer des relations uvec les journaux qui, tout en souteant as politique, occupent des rédacteurs qui sont exposés au ministre de l'Intérieur.

Ces journaux seront priés celte semaine même de ce défaire de ces écriv-ins qui entravent la marche de l'opinion en faveur de la politique du gouvernement. A défaut, le ministre refusera les communications qu'il leur donnait antérieurement.

Que signifie au juste le mot « communication »

LA MARCHE DE L'ARMÉE

Résultats regrettables. - Plusieurs morts Une centaine de malades

Paris, 30 mai. - Les milieux officiels et les auto Paris, 30 mai. — Les milieux officiels et les autorités administratives ont cessayé de cacher, dimanche soir, la triste vérité sur les aécidents de la marche de l'armée, organisée par le jeurnal ministériel le Metin avec le patronage et le "sucours du minister de la guerre. Aujourd'hui encère, on se montrait rue Saint-Dominique, d'une discrétion absolue. On sait déjà que le caporal Baconnet a succombé hier soir. On parlait ce matin, de deux autres décès, et, maintenant, le bruit court qu'il y aurait quatre morts.

décès, et, maintenant, le bruit ceurt qu'il y aurait quarte morts.

Quant au nombre des malades, il approcherait de la centaine. En outre, pasieurs, soldats n'ont pas reparu. C'est surtout en Seine-et-Oise que les accidents se sont produits. C'est aux postes de secours de Rocquencourt que l'affluence a été le plus considérable. Le médecin a été déborde et on a du faire évacuer les malades sur Versailles.

On affirme qu'au Val-de-Grâce, à Necker, à Versailles et à Saint-Germain, de nombreux soldats sont dans des états graves. De l'avis unanime des officiers que nous avons interrogés, ectte marche était complètement inutile, et »pn organilation défectueuse devait fatalement amener des accidents.

La Partie croit savoir qu'un conflit e'est élevé entre le général Dessirier, gouverneur militaire de l'armés.

Paris, et le general Andre, a propos de la marche de l'arméo.

Paris, 30 mai, 4 heures. — La Presse Associée communique aux journaux l'information suivante : « A l'heure actuelle, il y a trois soldats morts à la suite de la marche organisée pag le Motin.

Quant aux indisposés, ils sost deux cents environ, mais trente seulement sont gravement atteints et six sont dans un état décespéré».

Paris, 30 mai, 7 heures soir. — Le bruit que trois décès se seraient produits après celui du caporal Baconnet, ne paraît pas se confirmer. En ce qui concerne Garches, où, d'après un journal du matin, un soldat avait succombé, il résulte des derniers renseignements recueillis que la noavelle est inexacte, soldat avait succombe, it results over definition researce, mais il ne faut pas oublier qu'il y a, au Val-de-Grâce, et à l'hôpital militaire de Versailles, un certain nombre de malades, dont l'état est très grave. Quant aux soldats qui n'ont pas réintégré leurs corps, on continue à n'en avoir pas de nouvelles.

A Phopital Necker

Paris, 30 mai. - A l'hôpital Necker, on fournit les renseignements suivants sur les circonstances de

les renseignements suivants sur les circonstances de la mort du caporal Baconnet.
Baconnet avait abandonné la marche, Avenue de la Bourbonnais, c'est-à-dire tout près du but; un officier qui se trouvait à son côté avait dû lui faire violence pour le décider à s'arrêter.

Le caporal fut conduit dans une pharmacie, où on lui fi tles piqures d'éther et de caféine, après quoi l'officier, qui ne l'avait pas quitté, requit un soldat et un agent pour monter avec lui dans la voiture d'ambulance qui devait le transporter au Val-de-Grâco; mais la voiture avait à peine parcouquelques mètres, que l'état du caporal parut s'ag-

er. l'agent donna l'ordre au cocher de s'arrê-Alors l'agent donna l'ordre au cocher de s'arrâter à l'hôpital Necker; là, le malade fut pris d'une
crise nerveuse assez violente. Enveloppé dans une
couverture de laine, il réchamait à grands cris, sos
chaussures et ses vêtements; il ne fallut pas moins
de six hommes pour le porter dans une chambre du
premier étage, tant il se débâttait furieusement.
On le coucha sur son lit, et, quand il fut un peu
calmé, on lui fit prendre un bain; il parut alors en
voie de rétablissement, mais, vers sept heures, son
état s'aggrava subitement.

Aussitôt prévenu, l'économe téléphona au Ministère de la guerre, mais, quand l'officier envoyé
par le Burcau de la Place arrive, le caporal était
mort.

L'autre soldat transporté à l'hôpital Necker, Emi-L'autre soldat transporté à l'hôpital Necker, Emile Prouvost, du 15e chasseurs à cheval, s'était trouvé subitement indisposé au Pout d'Iéne, avant d'atteindre le but. Après avoir requ les premiers soins dans une pharmacie, il a été conduit à l'hôpital Necker dans une voiture d'ambulances. Au moment où il est entré dans la salle, où un lit lui avait été préparé, il était en proie à une asses vive surexcitain, mais il a'est calmé peu à peu, et a fini par s'endormir. Ce matin, il se plaignait de courbatures aux jambes, mais son état était satisfaisant.

Le général Dessirier, gouverneur militaire de Paris, s'est rendu ce matin à l'Hôpital Militaire.

Les accidents

A la liste déja longue des accidents qui ont marqué la journée d'hier, il faut ajouter le suivant: A Saint-Cloud, un docteur voit passer un fantassin, à la démarche saccadée, et qui semble sur le point de tomber: «Arrêbes-vous, lui crie-t-il». L'homme n'entend pas, mais quelques pas plus loin, il s'abat d'un coup.

Une question à la Chambre

Commo on le verra dans le compte-rendu de la séance de la Chambre, une question, transformée en interpellation, a été pesée sur l'imprévoyance dont a fait preuve le ministre de la guerre.

Une interpellation au Sénat

Une interpellation au Sénat

Au Sénat, une interpellation sera faite par M.

Le Provost de Launay. L'intention du sénateur des

Côtes-du-Nord est-de faire ressortir la faute grave
qu'a commise le ministre de la guerre, en mettant
l'armée au service de particuliers; je reprocherai
au général André, a-t-il dit, d'avoir compromis la
santé de ses soldats et la dignité de l'armée en se
prêtant à la combinaison qui lui fut proposée. Il n'y
a désormais pas de raison pour que demain l'Humanité et M. Jaurès n'organisent une revue militaire
à Longchamp, et que le ministre de la guerre ne
mette, à leur disposition, la garnison de Paris.

On dit que M. Clémenceau interviendra dans la
discussion et que le sénateur du Var, ajoute-t-on, a
l'intention de blâmer sévèrement le général André d'avoir autorisé l'épreuve organisée par le Matin.

Les protestations de la presse

Beaucoup de journaux constatent que le concours organisé par le Matin a eu des résultats regrettables, tout en étant très discutable au point de vue sportif, puisque rien n'étatt plus daugereux que de faire marcher, sous le soleil, a une allure excessive, des jounes gens chaussés de godillots et vêtus de la lourde veste réglementaire.

La Lanterne proteste énergiquement dans les termes suivants:

mes suivanta:

Nous avous le droit, nous avons le devoir de nous tourser vers le ministère de la gierre, vers le gouvernement et de leur dennander de se justifier.

Nous nous étions imaginé que l'armés devait rester en deitors des partis. Comment le gouvernement a-tip up permettre à un journal pontique de se servir d'elle pour les becoins de la publicité!

N'était in pas monstrueux de voir nos soldats transformés ainsi en himmes-réclantes pour le lancement d'un feuilleton! Et où devait on s'arrêter dans cette voie? Denain, n'importe qu'elle maison de commerce, afin de faire connaître son chocolat ou son pain d'épice, pourvait à son tour — et avec autant de raison — demandr au ministre de la guerre de faire venir des troupes des quatre couns du pays pour faciliter l'écouiement de ses produits.

odul's. stait ab urde de se prêter ainsi aux fantaisies d'un

Ta faute est dear inextrussers, mode as vie. Un paroli scandale ne peut pas demeurer sans aanction; il se trouvera, nous l'esperons, quelqu'un au Parlement pour demander des commes au gouvernement responsable de la mort lamentable d'un matheureux que sa famille n'avant pos envoye à la caserne pour servir à un battage soi-disant patriotique, mais sur out commer-

On lit d'autre part, dans lu Radical : Nous espérons bien que la marche d'hier sera la tière. Nos solidats sont taits pour s'entraîner à la déf de la patre et non pour d'onner leur concours à des

Le tennou nume i imprevoyance dont a last preuve le général André en « permettant qu'on demande à des soldats un effort na-dessus de lours forces
et en les exposant instilieuent, en dehous du service, à d'aussi déplorables accidents n

L'Echo de l'aris estimp que 30 pour 100 des partants ont été malades.

Dans l'Intransigeant, M. Henri Rochefort dir

Permette une ingeue, à nied de singuente libriditée.

Dans i Intranaigeuri, M. Henri Rochetert dut:

Permettre une épreuve à pied de cinquante kilomètres,
à la fin de m.i. par vingt-cinq degrée de chaleur, sous
un soleil de braise, à des hommes vêtus de lourds uniformes de drap. Cétatis les vouer à l'imsolation, à l'asphyxie et à la congestion cérébrale. André la Brute le
savait, mas il n'y a pas pour sacrifier la vie des autres,
comme des pantouflards décidés à tout pour sauver la

De la Patrie :

De la l'ettre:

Paris a été douloureusement surpris, à son réveil, par
l'annonce du bilan de cette « Marche de l'Armés », qu'un
de nos confrères a pu dénommer jostement: « La Marche
à la mort ». Il ée chiffre, en effel, et par une mort et par
un nombre consédérable de blesées.

Nous sommes convaincus que le journal organisateur
saura donner une large compensation matérielle aux familles des victimes.

Du Noleil:

Le Matin, de M. Bunau-Varilla, a eu l'idée, non pas
de faire chanter, mais de faire marcher l'armée, afin de
se tailler une grosse réclame et de vendre du papier.

C'est ce que, dans le monde d'une certaine presse, on
appelle le Journalisme, et c'est ce que nous appeions,
nous, un évenement scandaleux.

De la Libre Parmie:

Ce qui est répugnant dans cette exhibition, c'est que es procédés de publicité soient brevetés avec garante u gouvernement, c'est que l'armée, à tous les degrés de échelle hiérarchique, soit l'instrument de cette réclame

me la terre pranquise:

Bref, l'impression générale était une angoisse indicible,
à la penade que de pauvras soldate étaient récervés l'u-le
paradites experiences, non point par une nécessité, de ...étier qui en serait l'excuse, mais par le caprice d'un journal qui, pour cette exploitation véritablement odieuse et
cruelle, a trouvé dans le haut commandement militaire,
toutes les nives complicités.

De la troir, de l'acus: Le responsable n'est cependant pas le Matin, qui a été lans son ròle de journal à concours à baste dose. Le responsable, c'est le gouvernement qui, en livrant l'armée, son prestige et ess forces à un journal ami, a uublié et piétiné tous ses devoirs de gardien de la dignité les troupes et de la vie des soldats.

des troupes et de la vie des soidets.

M. Latapie écrit dans la Liberté:

'Cétait bien la peine de changer l'heure de la revne,
l'était bien la peine de changer l'heure de la revne,
l'était bien la peine de changer l'heure de la revne,
l'était piellet, et d'éviter aux troupes les fatigues d'une na
che de quelques skilomètres, su soleil, d'ailleurs coupér
quelques repos à l'ombre, pour autoriser une course n'et
trière de quarante-cinq kilomètres en plein midi. Sa
doute, si les soldats éclaient partis à trois heures du zi
tin, la réclame n'aurait pas porté; il n'y aurait eu pe
sonne sur les routes; mais il n'y aurait aussi personne
l'hôpital.

Il y a quelques mois à la spite 20 personne des

sonne sur les roules; mais il n'y aurait aussi personne a l'hôpital.

Il y a quelques mois, à la suite d'un accident sur les Alpes, le général André a rédigé une circulaire debordante de pitié pour les braves potits soldats qu'il ne taut pas surmener inutilement. Le ministre estime sans dorte que ce n'est pas inutilement que se sont surmenés hier, les braves troupiers, puisqu'ils lui ont gagné la faver d'urable d'un journal très répandu.

Nous expérons bien que les choses ne se nesceront pas n'aimplement. Il faudra que le général André vienne venière des competes à la Chambre et au pays. Nous n'enua-terons pes des officiers pour leur metère un jour au bras l'étiquette d'une maison de commerce; et nors nen-royons pas nos fils à l'armée pour payer de leur santé les dettes de reconnaissance de M. Combes.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du lundi 30 mai 1904.

La séance est ouverte à deux heures, sous la pré-sidence de M. Lockroy, vice-président.

LA « MARCHE DE L'ARMÉE » Une réclame scandaleuse et meurtrière

Le Président annonce que le colonel Rousset de-taude à poser une question au ministre de la Guer-er la « Marche de l'armée. » Le colonel Rousset monte à la tribupe (Mouvecolonel Rousset monte à la tribune. (Mouve-

ment d'attention.)

— Le journal le Matin, dit-il, a cru pouvoir organisser cette marche; je n'ai rien a y objecter, mus ce que je ne comprende pas, c'est que le gouvernement ait denné son autorisation à une experience qui, au point de vue militaire, ne runait à ren. (Très ben à droite et sur divers bancs.) La course d'hier n'avair ren d'un exercice militaire. Les soldate sont partis de la place de la Cus-covide dans un desorter inexprimable, dans une cohue répugnante. Applaudèssements aur divers bance; protestateons.)

répugnante. Applaudissements sur divers bance; protestations.)

M. Pascal, Gnouveser. — Je demande la parole. La colonie. Rousser. — On a vu des officiers en uniforme, en service commandé, porter des brassards au mou du Main; c'est un soandale.

Le long du parcours on livrait des boiseons froides, Pussieurs sont tombés par terre. Il y a turêne des morts, quatre, dêt-on. (Exchanations indignées; agitation.)

M. Pascal Gnousser. — C'est la faute des officiers. (Vives protestations à droite.)

Le colonie. Rousser. — Les officiers étaisent impuissants à surveiller les hommes; ils n'ont-rien à voir la-delans. (Très bien, très bien; clamesurs à l'extrême gauche.) On a, sans autre indérét, associé l'armée à une roclame commerciale. (Très bien à droite et au centre; bruit.)

M. ARTHIME MENARD. — Il est donc bien puissant le journal qui a pu obtenir cela. (Cris au centre: Et dans quel but?)

Le coionel Roussel lit des lettres des spectateurs qui se déciarent écosarés de ce qu'ils ont vu. Le ministre de la guerre a blâmé, il y a quelque temps, et frappé un commandant qui avait manqué de prudence et de prévoyance dans une marche dans les Alpes. Aujourd'hui c'est le ministre lui-même qui commet la même faute. Qu'il se fame justice à son tour en donnant as déministre. Ividentes chancurs à l'extrême gauche; agritation.)

Le général Anoux répond que la question vise en partie le ministre de la guerre et en partie le journal organisateur le Matin.

« Je regrette l'expérience qui a été faite et je suis le

anisateur le Matin.

« Je regrette l'expérience qui a été faite et je aux le
« Je regrette l'expérience qui a été faite et je aux le
remier à me blâmer de l'avoir autorisée. (Mouvement).

» Au premier abord, j'ai vu une certaine analogie
nhe ce concours de marche et les courses de chevaux.

recognizations et bruits).

Je recognizations cette analogie mal condée. (Exclama-

» Aujourd'hui, en présence de ce triste résultat, j'ause que j'ai eu tort.

» Los officiers portaient des brassards, mais ce n'est

» Los officiers portaient des flots de rubans. »

Le gioéral André dit qu'ils portent des flots de rubans. »

Le gioéral André dit qu'il » eu dix neut soldate qui

nu point rejoint leurs corps.

Sur 42 de ces homnes, il n'a pas eu de renseignements;

autres ont été cenduits dans divers hôpitaux. L'un

viduel.

Le lieutenant-colonel Rouserr réplique. Il s'étonne que le général André ait pu songer à comparer ce concours de inarche à une course de chevaux.

M. Rouseet constate que le but de l'armée n'est point de faire courir les hommes jusqu'à s'essou'ller et tombes Criait bon du temps de Marsikon.

M. Paschal Grouserr. — N'incultez pes la Grèce!
Comment, se fait-il, poursuit le lieutenant-colonel
Rousest qu'on ait annoncé ce concours sur une affiche blanche.

Vous n'avez point répondu à cela, M. le Ministre de

a Guerre.

De les officiers n'étaient pas en services commandé, mais ils étaient au services d'un général, ce qui est bien pire. (Bruit à l'extrême gauche).

Les demande à transformer cette question en inter-LOCKROY. - Quel jour le gouvernement, pro-

M. LOCKHOY. — Quel jour le gouvernement, propose til !!

M. COMBES. — Ce sera encore une soance perdue. (Ansenisment à l'extrème gauche, bruit).

Sependant on ne manquerait pas de dire, si nous demandions l'ajournement, que nous voulons soustraire un de nes collègues à la responsaire. Mais nous ferons tels incidents pour exploiter l'émotion publique (Eaclamations, protestations).

La des ussen immediate est ordonnée.

M. Piacnos: — Je ne laisserai pas dire an gouvernement que nous exploitons l'émotion publique dans un intérêt de parti. (Interruptions prouvent que nous exploitons l'émotion publique dans un intérêt de parti. (Interruptions prouvent que nous exploitons l'emotion publique dans un intérêt de parti. (Interruptions prouvent que la question vous géne. Si un ofricer avait eu le malheur d'évre verponable d'accidents parveils, vous ne manqueries pas d'interpeller. Il taut recherche les responsabilités, el prévenir le retour d'un pareil évérements.

tour d'un pareil évérement.

M. Zévais. — Nous n'admetions pas non plus que les officiers figurent duns les organes de chevaux pour servis de figurants à l'aristocratie.

Vifs Incidents M. PLICHON. — Pourquoi aves vous dait des démer-thes pour obtenir l'entrée gratuite au pesage des Sociétés le courses? (Bruit prolongé.) M. ROUANTE. — Je demande au président de démentir ette assertion ou de dure qui a dait la proposition dans e burseu de la Chambre. M. LORKROY. — L'orsteur n'a pee parlé du bureau de Chambre.

l'extrême aquehe, on crie: Les poms, les poms!

(Bruits de pupitres.)
M. Zivars. — Nous donnons à M. Plichon un déments M. PLICHON. — Je n'ai jamais mis en cause aucun de mes collègues.

di. François Fournier. — Vous avez fait une dénon-

iation calormieuse!
(L'interropteur est rappelé à l'ordre.)
(M. PLICHON. Les membres du Parlement ont obteu par leur questure réciproque...
Vaux duveres: Cela na rien à voir avec la question.
(M. PLICHON revient à la question. Il termine en di-

figurante opération de réclame. Le débat est clos. L'ordre du jour pur et simple, demandé par l'extrê-me gauche et accepte par le ministre est adopté par 304 voir contre 270.

La proposition Lasies

M. Lasies présente un projet de résolution ten-dant à inviter le gouvernement à prendre des me-sures pour indemniser les familles des victimes de la journée d'hier et donner des congés de réforme avec pension aux soldats qui auraient contracté des maladies par suite du surmenage de cette journée. Il demande l'urgence et la discussion immédiate. (Bruit à gauche.)

Bruit à gauche.)

M. Lastes. — Je trouve étrange que les socialistes m'empéchent de parler quand je viens demander ce qu'ils out demandé vingt fois.

M. Dausarts. — C'est le Matin qui doit payer! (Applaudissements sur presque tous les bancs.)

M. Lastes. — M. Dejeante résume les mesures à prendre Mais il sevait bon que l'administration de la guerre intervint, prit les initér ts des familles des victimes et les fit valoir parce qu'il y aura une action à introduir en justice pour obtenir ces indemnités et, on den us de ces indemnités, il y a des hommes melades qui doivent être mis en réforme avec pension. (Applaudissements.)

La Ministra us La Guerra. — Je demande que ce projet de résolution soit renvoyé à l'examen de la Commission de l'armée.

projet de résolution soit renvoyé à l'examen de la Com-mission de l'armée.

M. Bentrann. — Toute la Chambre partage le seni-ment de M. Lasies. Mais il y a là une question de dreit crès délicate. Je demande à la Chambre de ne pas créer